

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Boulangeries : le bras de fer !

DÉSORMAIS, pour avoir le droit d'exercer, toutes les boulangeries et autres salons de thé devront présenter chaque semaine des tests PCR négatifs de leur personnel. Au risque de voir leur structure fermée. Une décision jugée arbitraire par le syndicat des boulangers du Gabon qui menace, à son tour, de fermer boutique.

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

DÉJÀ fragilisés par les horaires contraignants du couvre-feu, les opérateurs économiques du secteur de la restauration sont, une nouvelle fois, pris en tenaille par les brigades mixtes du Comité de pilotage de la lutte contre le coronavirus (Copil).

C'est le cas notamment du syndicat des boulangers du Gabon (Syboulga) qui ont menacé, lundi dernier, de fermer, durant 5 jours, toutes les boulangeries en raison, disent-ils, de la fermeture de trois boulangeries (Blé doré, L'escale et le Cacao) par le Copil pour défaut de présentation de tests Covid négatifs par le personnel des boulangeries

inspectées.

Selon le président du Syboulga, cette décision est arbitraire et inacceptable d'autant plus qu'elle ne figure pas dans les exigences du gouvernement en matière d'ouverture des commerces. " Nous avons été surpris par les conditions imposées par des contrôleurs de la brigade mixte du Copil qui ne figuraient pas dans la communication gouvernementale. Ces contrôleurs ont exigé la présentation des tests PCR négatifs des employés des boulangeries dont ils ont par la suite ordonné la fermeture à cause de l'absence de ces tests ", a expliqué Jaber Nguembet.

Face à cette situation, le Syboulga va saisir conjointement le ministère du Commerce et de la Santé pour désamorcer la crise. " Tout de suite saisi, le ministre du Commerce a rencontré son

collègue de la Santé pour en savoir plus. Ensemble, ils ont décidé de suspendre la fermeture des deux boulangeries ", a indiqué le président du Syboulga.

Une réunion de clarification s'est tenue hier entre le Copil et le Syboulga. Laquelle a débouché... sur la (re) fermeture des trois boulangeries. " Toutes les boulangeries ont été fermées ! C'est incroyable ! Le Copil a exigé que tout le personnel des boulangeries doit être désormais testé chaque semaine, à raison de 10 000 francs le test. Si vous avez 5 employés, faites le calcul vous-mêmes. À cette allure, on ne pourra pas tenir ", a dénoncé M. Nguembet.

Aux dernières nouvelles, les restaurants Chez Paul et KFC auraient aussi été fermés pour les mêmes raisons. Nous y reviendrons.



La boulangerie L'Escale.

Corruption, zèle et malentendus

GM.NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

LA lutte contre la pandémie de Covid-19 pourrait amplifier le niveau de corruption dans notre pays. Les dernières mesures gouvernementales imposant diverses restrictions dans le fonctionnement de différents secteurs d'activité pourraient ainsi nourrir des comportements condamnables.

Tout d'abord, dans les checkpoints des agents de sécurité, les personnes qui n'ont pas réussi à franchir les barrages avant 18 heures, peuvent être tentées de proposer – et c'est possible que cela soit déjà le cas – une somme d'argent aux agents en poste pour avoir l'autorisation de passer. Corrompre les forces de sécurité est d'ailleurs une pratique courante qui s'est vite imposée en violation des règles. C'est le cas des ententes illicites entre conducteurs de taxi et agents.

De leur côté, les équipes de contrôle qui se rendent dans les structures hôtelières pour vérifier le respect des mesures gouvernementales sont également exposées au risque de corruption. Ces dernières doivent par exemple vérifier si les clients d'un restaurant ont bien présenté leur résultat du test Covid-19 avant de s'attabler. Les sanctions prévues en cas de



Les agents des Forces de l'ordre en plein contrôle.

violation des mesures gouvernementales étant assez lourdes, un patron de restaurant peut décider de faire une offre aux contrôleurs. Cela serait encore plus dramatique si la proposition provenait desdits contrôleurs...

Encore que, pour l'heure, ces derniers font montre d'une intransigeance confinée au zèle, en décidant de la fermeture d'établissements. Un malentendu, aux yeux de leur hiérarchie, pour qui il est important de passer par la phase de la pédagogie.

Puis, il y a ce business né autour de l'établissement du test Covid-19. Des réseaux de livraison dudit test sont nés dès les jours qui avaient suivi la décision d'imposer ce test aux voyageurs. Certains disaient avoir déboursé la somme de 5 000 francs pour avoir le document sans passer d'examen. Pire encore, au centre des tests, des compatriotes ont affirmé avoir payé 5 000 ou 20 000 francs, sans avoir perçu un reçu...

Test Covid: le gouvernement veut-il refermer les lieux de culte?

Olivier NDEMBI
Libreville/Gabon

LA dernière sortie, lundi, du ministre de la Santé, à la faveur d'un point-presse, continue de faire des vagues dans l'opinion, et singulièrement dans le monde religieux.

C'est qu'au-delà de l'annonce de la présence du variant anglais du Covid-19 sur le sol gabonais, Guy-Patrick Obiang-Ndong a jeté comme une boule pointue aux Chrétiens et Musulmans, en conditionnant toute participation aux cultes ou à la messe à la présentation d'un test PCR négatif. Tant toutes les confessions religieuses voient en la mesure gouvernementale une volonté manifeste de fermer les temples et les mosquées. Donc de réduire au silence la libre pratique de la religion.

Depuis hier, les réactions ne cessent de tomber, qui appellent les autorités à revoir leur copie. Ici et là, des réunions de



Photo: JMM/L'Union

concertation se tiennent pour se prononcer officiellement, notamment chez les Chrétiens catholiques et dans le monde charismatique et de réveil. Quelques leaders interrogés isolément disent cependant ne rien comprendre à la mesure des autorités. " Cette décision gouvernementale est inique, et c'est une attaque directe contre l'Église (...) Ils auraient dû dire fermeture des lieux de culte que de donner des conditions qui n'ont pas de sens. L'Église ne se laissera

pas faire, on va se faire entendre dans les prochains jours", estime par exemple le prophète Béni Ngoua-Mbina.

La Fédération des leaders évangéliques charismatiques et éveillés (Fleche) juge, elle, que " cette mesure est inopportune pour les coûts qu'elle fait endosser à des Gabonais et des Gabonaises qui peinent déjà à satisfaire leurs besoins vitaux".

Côté musulman, le sentiment général de rejet de la décision de présentation d'un test Covid pour aller à la mosquée reste aussi vivace. Même si aucune communication officielle venant de cette communauté de croyants n'est pour l'heure annoncée. Mais une chose est sûre, l'intervention de Guy-Patrick Obiang-Ndong a eu le mérite de mettre Chrétiens et Musulmans d'accord sur un même point : la défense du droit de culte.

Reste à savoir maintenant jusqu'où ils sont réellement prêts à aller pour le défendre.